



**Vous en avez marre de l'austérité !
Vous n'en pouvez plus du blocage des salaires !
Alors tous en grève le 18 mars,
tous aux manifestations !**

Pour exiger l'abandon du pacte de responsabilité

LE PACTE DE RESPONSABILITE c'est :

⇒ d'un côté 30 milliards de réduction de cotisations offerts au patronat sans aucune perspective d'emplois, sous prétexte de baisse du coût du travail. 30 milliards qui s'ajoutent aux 172 milliards d'aides publiques annuels sous forme d'allègements ou d'exonérations fiscales et sociales.

⇒ de l'autre 50 milliards de réductions de dépenses publiques et sociales pour répondre aux exigences néolibérales de la Commission européenne.

Ces 30 milliards d'euros de cadeaux offerts au MEDEF, le gouvernement entend les financer en taillant 50 milliards dans le budget de l'État et des services publics déjà étranglés, dans les budgets de la sécurité sociale et collectivités locales.

Cette politique mène déjà la DGFIP au bord du gouffre. Suppressions massives d'emplois, restructurations, réorganisations, régionalisation, remise en cause des missions, dégradation permanente des conditions de travail, suppressions de trésoreries... Qu'en sera-t-il Avec **50 milliards d'économies sur les budgets publics ? Que restera-t-il de la DGFIP avec une démarche stratégique à la puissance 10 ?**

Le pacte de responsabilité c'est la dégradation permanente du pouvoir d'achat, des salaires, des conditions de travail. Les salariés du privé comme ceux du public ne l'acceptent pas. Pour la population, pour les travailleurs, des coupes, des coupes et encore des coupes !

ALORS ÇA SUFFIT ! Il faut mettre un coup d'arrêt à la politique d'austérité qui s'incarne aujourd'hui dans le « pacte de responsabilité » !

Pour **FO DGFIP 49**, ce n'est pas entreprise par entreprise, direction par direction, ministère par ministère, secteur par secteur que l'on aura plus de poids pour stopper la politique d'austérité du gouvernement . Il faut une réponse d'ensemble de tous les salariés, du privé comme du public.

Alors, le mardi 18 mars

A l'appel interprofessionnel des confédérations FO, CGT, de la FSU et de l'UNION solidaires

A l'appel des fédérations de fonctionnaires FGF-FO, UGFF-CGT, FSU, Solidaires

A l'appel des Unions départementales 49 FO, CGT, de la FSU et de l'Union Solidaire

Les agents de la DGFIP refuseront l'isolement

et seront en grève sur leurs propres revendications

avec les salariés du privé et l'ensemble des fonctionnaires !

Exiger l'abandon du pacte de responsabilité à la DGFIP c'est combattre pour :

- L'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice et le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat,
- L'arrêt des suppressions d'effectifs et la création d'emplois statutaires nécessaires au bon fonctionnement des services ,
- L'abandon de la démarche stratégique,
- L'arrêt des restructurations, des suppressions de sites, des concentrations de services ,
- Le maintien de l'intégralité des missions exercées par la DGFIP,
- Non au rapport Pêcheur et au retour de la mobilité forcée,
- Le maintien du statut général des fonctionnaires et de nos statuts particuliers.

MANIFESTATIONS du mardi 18 mars

à Angers : 10h30 Place Leclerc

à Cholet : 10h30 place Travot

à Saumur : 10h30, place Bilange

à Segré : 11h30, place de la République

Extrait de l'intervention faite par les représentants FO DGFIP49 le 7 octobre 2013

lors de la venue du ministre MOSCOVICI à la DDFIP du Maine-et-Loire

« Sous couvert d'une propagande digne de faussaires, le chantage à la dette publique implique une course folle à la réduction des déficits publics et sociaux. Ce chantage couplé à des politiques d'austérité fondées sur la compétitivité et la flexibilité conduisent d'un côté, à une poursuite effrénée d'allègements fiscaux et sociaux alloués par dizaines de milliards au MEDEF et de l'autre, pour les salariés, la remise en cause des droits collectifs, la baisse des salaires direct et différé, le démantèlement de la protection sociale et des services publics. »

Dans un avis publié le 5 mars, la Commission européenne dont la logique néolibérale n'est plus à démontrer a placé la France sous surveillance renforcée et classée parmi les plus mauvais élèves en termes de déséquilibres macroéconomiques au même titre que l'Espagne, l'Irlande, la Hongrie...

**Déficits publics, dette, coût du travail sont trop élevés !
Bruxelles place la France sous « surveillance renforcée ».**

Suite à cet avis de la Commission européenne, les ministres **Pierre Moscovici** et **Bernard Cazeneuve** promettent de poursuivre l'effort de redressement des comptes publics.

Extrait du communiqué ministériel du 5 mars 2014 : *« Le gouvernement est engagé à poursuivre son effort de rétablissement des comptes publics jusqu'à la fin du quinquennat, en faisant porter l'intégralité des efforts sur la réduction de la dépense publique à partir de 2015, avec au moins 50 milliards d'euros d'économies prévues sur la période 2015-2017 » (...)* *« Le pacte de responsabilité, annoncé par le Président de la République, amplifiera les réformes structurelles favorables à la compétitivité, la croissance et à l'emploi... »*

**LE PACTE DE RESPONSABILITE c'est la réponse du gouvernement
aux exigences de Bruxelles, du MEDEF et des marchés financiers
pour réduire le coût du travail et les déficits publics !**

Avaliser les 30 milliards d'allègements, c'est aussi valider les 50 milliards de réduction sur trois ans des dépenses publiques, donc la remise en cause potentielle de la Sécurité sociale et des services publics sans aucune garantie réelle d'embauches et sans l'assurance de ne pas voir cette somme gonfler les dividendes.

Au titre de l'exercice 2013, les 40 plus grandes entreprises cotées à la Bourse de Paris devraient verser 39,3 milliards d'euros de dividendes à leurs actionnaires : 6 % de plus qu'il y a un an ! Au cours de la même année, 303 000 travailleurs supplémentaires ont perdu leur emploi ;

**Depuis plus de vingt ans c'est la même tromperie !
Les exonérations de cotisations sociales, la baisse des salaires
nous sont présentées comme une arme contre le chômage
alors que celui-ci ne cesse d'augmenter
(3,2 Millions en 1992 à 5,6 millions en 2014)**

**le 18 MARS dans toute la FRANCE ,
LES FONCTIONNAIRES, LES SALARIES DU PRIVE
SERONT EN GRÈVE ET MANIFESTATIONS !**

NON

AU PACTE DE RESPONSABILITÉ